

CHARTRE Natur'EAU 77

Favoriser la prise en compte des enjeux liés à l'Eau et la Nature en Ville

PREAMBULE

La Seine-et-Marne est un département stratégique dans le domaine de l'eau avec ses 4 400 km de cours d'eau, son sous-sol qui accueille deux nappes souterraines, puissantes et étendues (calcaire du Champigny, calcaire de la Beauce) et une nappe alluviale (Bassée) qui jouent un rôle fondamental dans l'alimentation en eau des Seine-et-Marnais. Les enjeux liés à la protection et la préservation de ces ressources ont conduit à la mise en œuvre d'un programme d'actions partagé par l'ensemble des acteurs de l'eau œuvrant sur le département. C'est ainsi que **le Plan Départemental de l'Eau de Seine-et-Marne a été mis en œuvre dès 2007**. Il se poursuit aujourd'hui dans le cadre du 3^{ème} Plan 2017-2024.

L'eau remplit plusieurs fonctions dans les espaces publics (rafraîchissement, approvisionnement des eaux souterraines, soutien d'étiage des cours d'eau, épuration des sols, amélioration du cadre de vie, maintien d'une biodiversité...). Elle permet ainsi de réduire et de compenser les phénomènes qui impactent les activités humaines et l'environnement (inondations, sécheresses, érosion de la biodiversité, pollutions chimiques...).

L'optimisation de la circulation de l'eau à toutes les étapes du grand cycle de l'eau est un enjeu majeur : gestion et réutilisation des eaux pluviales, circulation des eaux de ruissellement urbaines et des cours d'eau, infiltration vers les eaux souterraines.

Les impacts du changement climatique sont aujourd'hui connus et prévoient une augmentation de l'occurrence des phénomènes extrêmes. Il appartient aux acteurs du territoire de les prendre en compte dès à présent dans leur politique d'aménagement afin de rendre le territoire plus résilient.

C'est dans ce cadre qu'a été mise en place la compétence GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) détenue par les EPCI depuis 2018 à la suite des lois NOTRe et MAPTAM. De plus, la compétence GEPU (Gestion des Eaux Pluviales Urbaines) est devenue une compétence obligatoire des Communautés d'agglomération (et facultative pour les Communautés de communes) à partir de 2020 conformément à la loi Engagement et Proximité.

Le Ministère de la transition écologique a souhaité améliorer la structuration des politiques publiques sur cette thématique et a produit en novembre 2021 le Plan national pour une gestion durable des eaux pluviales 2022-2024 qui, à travers 24 actions, a pour but de mieux intégrer la gestion des eaux pluviales dans les politiques d'aménagement du territoire, de réduire leur impact sur la qualité de l'eau et de faire de ces eaux, non plus une contrainte à gérer mais une ressource à mobiliser.

Par ailleurs, l'objectif du Zéro Artificialisation Nette en 2050, inscrit dans le Plan Biodiversité de 2018, a été confirmé par le vote de la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Il s'agit de trouver un équilibre entre la maîtrise de l'étalement urbain, la densité urbaine, la préservation et la restauration de la biodiversité et la renaturation des sols artificialisés.

L'Agence de l'eau dès 2016 a souhaité engager tous les acteurs du bassin pour favoriser l'adaptation au changement climatique dans le domaine de l'eau et a adopté une charte sur ce point. Ces engagements ont été pris en compte dans la construction de son 11^{ème} programme « eau et climat » 2019-2024. Dès 2022, l'Agence de l'eau a prévu de renforcer les dispositions initiales sur l'infiltration des eaux pluviales pour favoriser la végétalisation des zones d'aménagement.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027, approuvé par arrêté Préfectoral publié au JORF le 6 avril 2022, consacre, dans son Programme de mesures et notamment dans son orientation 1.1 « identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues pour assurer la pérennité de leur fonctionnement » et son orientation 3.2 « améliorer la gestion des eaux pluviales », plusieurs dispositions visant à

limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme tant pour les secteurs de nouvelles urbanisations que dans le cadre d'opération de rénovation urbaine.

De par la promotion des solutions fondées sur la nature, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté publié au JORF du 7 avril 2022 contribue également à une gestion durable de l'eau.

Par ailleurs la Région Île-de-France, au titre de ses compétences en matière de biodiversité et d'aménagement du territoire, est sollicitée comme partenaire via ses appels à projets et dispositifs de droit commun, notamment la mise en œuvre de Contrats trames verte et bleue et l'animation associée.

Ainsi, en lien avec tous ces souhaits ou préconisations, pour une meilleure efficience et flécher les priorités, il est apparu nécessaire pour le Département et ses partenaires de rassembler les acteurs seine-et-marnais autour d'engagements communs, coordonnés et formalisés par cette charte pour la mise en œuvre d'un programme d'actions ambitieux.

OBJET DE LA CHARTE

La Charte qui correspond à une véritable stratégie territoriale vise à optimiser la gestion intégrée de l'eau tout en favorisant la reconquête de la biodiversité dans les collectivités seine-et-marnaises. Elle permettra d'engager une nouvelle dynamique sur ces sujets en fédérant l'ensemble des acteurs autour d'engagements clairs, adossés à un programme d'actions réaliste mais ambitieux, tout en se fixant quelques grands objectifs pour s'inscrire dans une démarche pérenne.

LES SIGNATAIRES S'ENGAGENT COLLECTIVEMENT À

1. Participer activement à la mise en œuvre et au suivi du programme d'actions

La signature de cette charte vaut adoption de la stratégie départementale qui se présente sous la forme d'un plan d'actions annexé au présent document.

Les signataires devront s'investir pour faire vivre ce réseau d'acteurs en participant activement aux réunions du comité de coordination et du comité technique (*cf. partie gouvernance*) de la présente charte, ainsi qu'aux réflexions, solutions, actions qui en émaneront. Ils devront être proactifs pour les intégrer dans les projets de leur territoire ou dans l'accompagnement de porteurs de projet d'amélioration de la gestion de l'eau et de la biodiversité associée dans un cadre urbain.

Les signataires s'engagent à partager leurs connaissances et faire part de leurs retours d'expérience avec les membres du comité de coordination ainsi qu'avec les collectivités seine-et-marnaises.

Les engagements de la Charte et du Plan d'Action sont des **engagements collectifs** de l'ensemble des signataires. Chaque signataire agit dans le domaine de compétence qui lui est propre et à hauteur de ses moyens et périmètres d'actions.

2. Sensibiliser les acteurs à une meilleure intégration et prise en compte des problématiques de gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme

Assurer une plus forte intégration des enjeux « eaux » dans les documents de planification urbaine (PLU, PLUi, SCoT, SDRIF ...) doit à l'avenir devenir un réflexe. L'élaboration de ces documents doit prendre en compte les recommandations du SDAGE récemment adopté, et éventuellement du SAGE s'il en existe un sur le territoire.

Pour cela, il est nécessaire d'instaurer une concertation entre les services « aménagement » (urbanisme, voirie, espaces verts), « eau » et « biodiversité » (milieux aquatiques, assainissement, gestion des eaux pluviales...) lors de l'élaboration ou de la révision de documents de planification urbaine.

La recherche d'un « ruissellement zéro » doit être systématique à travers des projets intégrant l'infiltration au sol de l'eau de pluie à son point de chute. L'objectif doit être la gestion à la source des eaux pluviales, à minima pour

les pluies courantes (10 mm en 24 h) car ainsi on soustrait au ruissellement une partie de l'eau qui s'évacuera par infiltration et évapotranspiration. Les signataires accompagneront techniquement les collectivités, notamment dans le cadre de la création ou de la mise à jour des documents d'urbanisme et des zonages d'assainissement, et par la promotion d'une gestion intégrée des eaux pluviales en favorisant l'intégration de zones naturelles et paysagères.

Travailler dans les documents d'urbanisme vise à combiner 2 approches, limiter la consommation d'espaces et préserver les sols perméables. En plus de maintenir une perméabilité des sols, d'éviter le ruissellement immédiat et donc de favoriser l'infiltration, la végétalisation des espaces publics au sein des collectivités a d'autres bénéfices :

- améliorer la qualité de l'eau réceptionnée in fine dans les milieux aquatiques,
- atténuer le réchauffement des cœurs de ville, améliorer la qualité de l'air,
- maintenir ou réintroduire la biodiversité ordinaire qui constitue l'essentiel de la biomasse des écosystèmes
- améliorer la santé mentale des habitants comme a pu le démontrer l'OMS.

La réduction du risque inondation par débordement de cours d'eau ou par ruissellement passe notamment par la mobilisation d'espaces permettant de tamponner les impacts des crues ou des fortes pluies en stockant temporairement des volumes d'eau importants. Toutefois, la pression urbanistique conduit à l'érosion de ces espaces (Zones Naturelles d'Expansion de Crue (ZNEC)), qu'il convient dès à présent de sanctuariser afin de leur redonner leur fonctionnalité première. La renaturation et la restauration des cours d'eau exutoires doivent également permettre de rendre le territoire plus résilient.

Pour ce faire, les signataires de la charte s'engagent à communiquer et sensibiliser les collectivités à ces enjeux et les encourager à identifier et protéger ces zones stratégiques dans les documents d'urbanisme

3. Intégrer la gestion de l'eau et de la biodiversité dans les projets d'aménagements

L'eau de pluie reçue chaque année sur les territoires constitue plus que jamais une ressource à préserver et à valoriser, notamment dans les collectivités. En effet, le changement climatique, entraînera de plus en plus fréquemment des sécheresses, des épisodes pluvieux intenses et accentuera les phénomènes d'îlots de chaleur urbains.

C'est en gérant les eaux pluviales et en les valorisant par des solutions intégrées fondées sur la nature, que les collectivités deviendront plus résilientes face à ces phénomènes. Ainsi, le principe qui doit guider tout aménagement consiste à rééquilibrer le système eau-sol-végétal, tout en améliorant le paysage urbain.

La compétence Gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) désormais clarifiée, et l'amélioration du dialogue entre les différentes parties prenantes intervenant tant dans la conception de nouveaux quartiers que dans le cadre de la recomposition urbaine doivent permettre de :

- Favoriser et préserver les zones d'infiltration d'eau, riches en biodiversité telles que les zones humides notamment celles ayant un rôle de ZNEC sans omettre l'ensemble des espaces végétalisés fonctionnels (espaces verts pouvant être identifiés par des études préalables);
- Encourager l'utilisation de techniques alternatives qui absorbe et met à disposition l'eau récupérée au « tout tuyau » qui concentre en un point donné, en se rapprochant le plus possible du fonctionnement naturel du cycle de l'eau : gestion gravitaire de l'eau, à ciel ouvert, favorisant l'infiltration, en s'appuyant notamment sur des espaces végétalisés.
- Accompagner les aménagements permettant une déconnexion des eaux pluviales et l'abattement à minima des pluies courantes en ayant recours à la désimperméabilisation ou à des techniques d'infiltration, d'évapotranspiration et de valorisation des eaux pluviales.

Dès la conception des projets, les signataires encourageront la prise en compte de cette gestion alternative de l'eau en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.

4. Sensibiliser et accompagner des gestionnaires d'espaces à une meilleure prise en compte des problématiques de protection de la ressource en eau dans l'entretien des sites

Il s'agit de conseiller les gestionnaires de sites en vue d'une préservation de l'eau et de la biodiversité tout en garantissant la fonctionnalité des aménagements durables et en intégrant les enjeux réglementaires et l'adaptation au changement climatique. Il s'agit aussi d'anticiper l'entretien futur des aménagements lors de leur conception (association des gestionnaires lors de la conception, carnet d'entretien...).

Cette concertation préalable et tout au long de la déclinaison du projet est la garantie d'une réelle appropriation des nouveaux aménagements visant une gestion intégrée des eaux pluviales par les futurs gestionnaires. Elle est indispensable pour maintenir toute la fonctionnalité de ces aménagements tant pour la préservation de l'eau que pour celle de la biodiversité.

5. Sensibiliser et impliquer les usagers à la meilleure prise en compte des enjeux d'eau et de nature au sein des collectivités

La mise en place d'aménagements favorables à une gestion intégrée de l'eau et de la nature dans les collectivités entraîne un changement des paysages urbains et demande une appropriation différente par la population. Il est nécessaire d'expliquer ces changements.

Cet engagement a pour objectif de mobiliser les usagers afin de prendre en compte leurs attentes et de les sensibiliser aux enjeux de l'eau et de la nature dans les collectivités. Il s'agit d'associer les habitants concernés tout au long des projets afin d'expliquer les enjeux de la gestion durable des eaux pluviales et de la préservation des zones humides. Il s'agit aussi de les sensibiliser aux nouvelles fonctionnalités de ces espaces, afin qu'ils se les approprient, et les comprennent tout en les préservant.

Pour ce faire, les signataires se donnent pour objectif de créer et diffuser un pack de communication à destination des particuliers pour les collectivités ou aménageurs souhaitant les sensibiliser (outils pour la mise en place de visites paysagères sur les sites aménagés ou restaurés, plaquettes, vidéos...).

LES GRANDS OBJECTIFS SONT LES SUIVANTS

- Les documents d'urbanisme ont un rôle majeur à jouer pour permettre une réelle évolution dans les politiques d'aménagement du territoire, aussi l'ensemble des acteurs s'engagent à ce que **100 % des zonages assainissement des eaux pluviales (dits « zonages pluviaux »)** soient en place et approuvés au sein des communes et intercommunalités du département au 1^{er} janvier 2027.
- Le rôle indispensable des **zones humides** dans la gestion du risque inondation et comme réservoir de biodiversité n'est plus à démontrer, il est donc indispensable de **les protéger, les développer ou les restaurer** et les signataires s'engagent à le faire sur **15 acquisitions soit l'équivalent à minima de 30 ha dans les 5 ans (hors cadre réglementaire)**.
- Le rôle des zones naturelles d'expansion de crue est également fondamental pour le fonctionnement des cours d'eau, tout particulièrement dans la prévention des inondations. Il faut donc **identifier les Zones Naturelles d'Expansion de Crue (ZNEC), les protéger et leur redonner leur fonctionnalité**. Les signataires s'engagent à **accompagner 20 études et diagnostics sur les 5 ans**.
- Les nouveaux engagements visant le zéro artificialisation nette (ZAN) obligent les Collectivités à s'emparer de la déconnexion des eaux pluviales des réseaux de certains équipements ou espaces publics (cimetières, places, voiries...), les signataires s'engagent à sensibiliser l'ensemble des EPCI et à faire initier avec leur appui **1 projet/an /EPCI sur une de leur commune membre dans les 5 ans**.
- La désimperméabilisation des cours d'écoles permet l'adaptation au changement climatique et apporte un aspect pédagogique à toutes les strates de la population. Les signataires s'engagent à accompagner les collectivités pour permettre la **désimperméabilisation significative de 15 cours d'école dans les 5 ans**.

GOUVERNANCE DE LA CHARTE

▪ DUREE DE LA CHARTE

La Charte accompagnée de son plan d'actions, est signée pour une durée de 5 ans (2022-2027). Elle est renouvelable pour 5 ans (2027-2032) par tacite reconduction, après évaluation au regard des indicateurs du plan d'actions.

▪ INSTANCE DE PILOTAGE

Le **Comité de coordination**, constitué des signataires de la Charte, est l'instance de pilotage de la charte accompagnée de son plan d'actions. Il valide les ajustements techniques du plan. Le Comité de coordination est piloté par le Département de Seine-et-Marne. Il peut s'adjoindre ponctuellement la présence d'autres participants. Le Comité de coordination se réunit au moins une fois par an.

▪ INSTANCE DE SUIVI DE LA CHARTE ET DU PLAN D'ACTIONS

Le **Comité technique** a pour rôle le suivi technique de la Charte et du plan d'actions.

Il est constitué du référent technique de chaque signataire et peut s'adjoindre ponctuellement de la présence d'autres participants, notamment des partenaires comme AQUI'Brie, Seine-et-Marne Environnement, le CAUE... La Région Ile-de-France, non signataire mais porteur d'actions et de compétences en lien avec les engagements de la Charte sera systématiquement conviée à cette instance. Il vise à préparer le Comité de coordination de la Charte. Il peut être le lieu de réflexions sur des sujets techniques spécifiques.

Le Comité Technique se réunit au minimum une fois par an.

▪ ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Pour contribuer à la mise en œuvre de la charte dans un climat de coopération, les signataires respectent les engagements suivants :

- Transparence des informations remontées du terrain,
- Respect de la confidentialité sur certaines informations communiquées,
- Instauration d'un dialogue constructif et serein,
- Respect des obligations et compétences des signataires.

▪ INTÉGRATION DE NOUVEAUX SIGNATAIRES

L'intégration de nouveaux signataires sera assujettie à l'accord du Comité de coordination. Suite à cet accord, et dès lors que l'adhésion du nouveau membre n'a pas de répercussion sur les obligations et droits des signataires déjà engagés, il appartiendra aux nouveaux membres d'approuver et de signer cette charte selon les règles qui leur sont applicables. Les nouveaux membres sont engagés par les clauses de la charte à compter de leur signature.

▪ REVISION DE LA CHARTE

La charte est révisable à la demande d'un des signataires. L'ajustement technique du plan d'actions, validé par le Comité de coordination, ne constitue pas un motif de révision de la charte. Ainsi, les signataires s'engagent à renforcer et coordonner leurs actions en faveur des thématiques exposées précédemment afin de contribuer ensemble à une gestion durable de l'eau et à la prise en compte des enjeux liés à la biodiversité dans les collectivités seine-et-marnaises.

SIGNATAIRES

- | | |
|--|--|
| • Le Département de Seine-et-Marne | • les structures porteuses de SAGE |
| • L'Etat | • les aménageurs (EPA Marne, EPA Sénart et Aménagement 77) |
| • L'Agence de l'Eau Seine-Normandie | • AORIF (Union sociale pour l'habitat d'Ile-de-France) |
| • L'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalités de Seine-et-Marne | |

ANNEXES

Plan d'actions